

Le monde diplomatique

Un cinquième de la population a quitté le pays depuis 1991

La Macédoine à la dérive

Depuis le 12 avril, des milliers de citoyens manifestent chaque soir dans les rues de Skopje contre l'amnistie accordée à une cinquantaine de personnalités impliquées dans un vaste système d'écoutes illégales. En dépit de la crise ouverte, le pouvoir entend organiser des élections législatives le

5 juin. L'opposition n'y participera pas, et la médiation européenne court vers l'impasse.

par Jean-Arnault Dérens & Laurent Geslin



La Macédoine à la dérive

« **Q**ui contrôle la

Macédoine contrôle les Balkans. » Vue d'un café désert du vieux bazar ottoman, un soir d'hiver, Skopje ressemble à la capitale endormie d'un Etat entré dans une crise profonde. M. Arsim Zekolli, ancien ambassadeur de Macédoine auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), remue son café d'un

air énigmatique. « *L'axe de communication nord-sud est essentiel pour la Serbie comme pour la Grèce, deux pays qui se sont longtemps disputé le territoire de la Macédoine. L'Albanie et la Bulgarie refusent de reconnaître les spécificités culturelles du peuple macédonien. Et toutes s'accordent pour laisser cette périphérie d'une région déjà oubliée de l'Europe dans un état de sous-développement chronique. Notre pays est pourtant la tour de contrôle des Balkans, depuis laquelle on observe ce qui se passe dans la région et où se croisent services de renseignement et réseaux de trafiquants.* » La Macédoine peut en effet se targuer d'abriter la plus grande ambassade américaine de la région, un immense bâtiment étrangement surdimensionné pour le pays.

A ceux qui errent sur ses routes, la Macédoine donne l'impression d'un territoire vide de toute présence

humaine. Officiellement, le pays compterait deux millions d'habitants. Mais diverses études de terrain mettent à mal cette estimation, tandis que les résultats du recensement de 2011 se font toujours attendre (1). Dans les villages de montagne isolés, seuls quelques vieillards tentent encore de retarder la progression des forêts. Même la métropole de Skopje peine à retenir les jeunes diplômés. En 2010, la Banque mondiale estimait que 447 000 personnes avaient quitté le pays depuis l'éclatement de la Yougoslavie et l'indépendance de 1991. Et l'on enregistre 20 000 nouveaux départs chaque année (2). Avec un taux de chômage officiel avoisinant les 30 %, des salaires moyens qui ne dépassent pas 350 euros et des industries en berne, le chemin de l'exil apparaît pour beaucoup comme la seule solution. L'unique activité en progression ces dernières années est celle des échoppes

de paris sportifs, un indice fiable de la paupérisation.

Au revoir Bruxelles, bonjour Moscou

En 2006, lors du retour au pouvoir de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne-Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO-DPMNE), la formation historique du nationalisme macédonien, le nouveau premier ministre, le très libéral Nikola Gruevski, avait pourtant voulu attirer les investisseurs étrangers, à coups de dumping fiscal et social. Las, la « zone économique macédo-chinoise » créée en banlieue de Skopje est restée une friche déserte, et les privatisations ont achevé de détruire le socle industriel du pays. En 2015, les émigrés ont envoyé au pays 252,1 millions de dollars, une somme aussi importante que celle des investissements étrangers. Aujourd'hui,

l'économie informelle représenterait 35 % du produit intérieur brut (PIB), et près de 20 % des habitants du pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté, tandis que le budget national est en déficit chronique et que la dette publique ne cesse d'augmenter.

Le projet « Skopje 2014 » a transformé le centre de la capitale en une galerie de statues où les figures de la Macédoine antique, comme Alexandre le Grand, les moines et les empereurs byzantins, côtoient les héros des combats contre l'Empire ottoman du début du XXe siècle et... les chanteurs de variétés contemporains. Cette vaste réécriture de l'histoire symbolise le virage nationaliste de M. Gruevski et s'inscrit dans une redéfinition des priorités stratégiques du gouvernement. A l'échec de la politique économique est venu s'ajouter l'éloignement de la perspective européenne : la Macédoine a obtenu le statut officiel de pays candidat à l'intégration en 2005, mais

n'a pas enregistré la moindre avancée depuis, tout comme pour sa demande d'adhésion à l'OTAN, rejetée en 2008. Officiellement, ces processus demeurent bloqués en raison de la « querelle du nom » qui oppose Skopje à Athènes (3). La Grèce estime que le terme même de « Macédoine » appartient de manière exclusive au patrimoine hellénique. De poussives négociations se tiennent toujours sous l'égide d'un médiateur des Nations unies, le diplomate américain Matthew Nimetz. Mais le blocage grec fournit un prétexte idéal pour justifier l'enlisement du processus. Ces dernières années, M. Gruevski ne fait plus de Bruxelles son principal partenaire. Il se rapproche de Moscou (4) et cultive l'amitié des pays ultraconservateurs du groupe de Visegrád (5).



Naissance de la Macédoine moderne

Cécile Marin aperçu

Malgré ce bilan désastreux, la Macédoine a longtemps été présentée comme une *success story* européenne. La médiation de l'Union européenne, conduite par M. François Léotard, avait permis de mettre un terme au conflit armé de 2001, qui opposait les forces de sécurité de Skopje à la guérilla albanaise de l'Armée de libération nationale (UÇK-M). Cependant, les accords de paix d'Ohrid, censés accorder plus de droits à la minorité albanaise, qui représente environ un quart de la population du pays, n'ont jamais été pleinement appliqués.

Certes, les coalitions gouvernementales comptent toujours un parti albanais formé par les anciens guérilleros, mais cette disposition est essentiellement formelle. De fait, l'alliance entre le VMRO-DPMNE et son partenaire ne repose pas sur des orientations programmatiques, mais sur un partage des postes et des prébendes de l'Etat. Chaque ministre ou secrétaire d'Etat macédonien a sa doublure albanaise ; chaque fonctionnaire, son alter ego issu de l'autre communauté. La fonction publique ne cesse de gonfler, sans rendre pour autant un meilleur service aux citoyens. Le clientélisme se nourrit des logiques de partition ethnique et les renforce.

Longtemps l'Union européenne a paru se satisfaire de cette apparence de « multiethnicité », supposée garantir la stabilité régionale, pour laquelle la « question albanaise » apparaîtrait comme la menace la plus inquiétante. Pourtant, « *le ver était dans le fruit dès la*

conclusion des accords d'Ohrid, juge M. Zekolli. On a cru que les seigneurs de la guerre pouvaient devenir les garants de la paix. Cette erreur des Européens s'est d'ailleurs répétée dans toute l'Europe du Sud-Est, pas seulement en Macédoine. Tout ce que l'on a demandé au VMRO-DPMNE, c'est de reconnaître l'indépendance proclamée en 2008 par le Kosovo, ce qui ne lui coûtait pas bien cher. » Pour répondre aux frustrations politiques et sociales de la communauté albanaise de Macédoine et prévenir un éventuel éclatement du pays, il aurait donc suffi de lui apporter la satisfaction symbolique que représente la reconnaissance du Kosovo, tout en mettant en place un système de redistribution mafieuse de la rente publique. Si ce compromis a pu contenter les clans au pouvoir, il n'a fait qu'alourdir la chape de plomb que les partis politiques font peser sur la société.

Depuis plusieurs années, M. Gruevski s'est engagé dans une inquiétante dérive autoritaire. Les principaux médias d'opposition ont été mis au pas, comme la télévision privée A1, fermée en 2011 et dont le propriétaire, M. Velija Ramkovski, a été condamné à treize ans de prison pour fraude fiscale (6). Au sein des institutions, un étroit système de contrôle est censé assurer la loyauté des employés de l'Etat. « *Pour obtenir une mutation ou un avancement, il est nécessaire de prendre la carte du VMRO-DPMNE, explique un fonctionnaire qui requiert l'anonymat. Et il faut faire attention à ce que l'on dit pour ne pas perdre son emploi : les espions et les délateurs sont partout.* » Les milieux économiques se plaignent aussi discrètement des pressions du régime : dans chaque entreprise, il est « recommandé » d'embaucher un cadre du VMRO-DPMNE pour éviter les contrôles fiscaux intempestifs.

En février 2015, M. Zoran Zaev, le chef du principal parti d'opposition, l'Alliance sociale-démocrate de Macédoine (SDSM), dénonçait un vaste système d'écoutes téléphoniques instauré par le premier ministre lui-même et visant plus de 20 000 citoyens : opposants, journalistes, policiers, diplomates, juges, mais aussi membres du gouvernement. Depuis, le chef des services secrets, M. Sasho Mijalkov, cousin de M. Gruevski, a donné sa démission avant de s'exiler en Hongrie. Et le pays s'enfonce dans une crise politique sans fin, marquée par des manifestations régulières dans les rues de Skopje. Au printemps 2015, des milliers de personnes ont campé devant le siège du gouvernement pour demander la démission du premier ministre et de son équipe. Après des mois de blocage, un protocole d'accord a finalement été signé le 15 juillet entre les quatre principaux partis du pays pour mettre à jour les listes électorales et organiser un nouveau scrutin

législatif. Il devrait en principe se dérouler le 5 juin prochain, mais l'opposition n'entend pas participer au scrutin. Faute d'avoir obtenu une révision des listes électorales et une réforme des médias, elle demande leur report. La crise s'est amplifiée le 12 avril avec l'amnistie accordée par le président Gjorge Ivanov à plus de cinquante personnes — dont les plus proches collaborateurs de M. Gruevski — soupçonnées d'avoir participé à une vaste affaire d'écoutes illégales et de corruption. Cette décision sonne le glas du dialogue national scellé en 2015 par les accords de Przino avec l'aide de l'Union européenne. Cette dernière appelle aussi aujourd'hui à un report du scrutin tandis que Moscou y voit « *la seule issue démocratique de cette crise prolongée* ».

**Le gouvernement tente
d'attiser les haines**

Les 9 et 10 mai 2015, la police spéciale donnait l'assaut à un quartier de la ville de Kumanovo, dans le nord du pays, où se cachaient quelques dizaines de mercenaires et de repris de justice albanais. Organisée par les services secrets, cette opération « antiterroriste » visait à détourner l'attention du scandale des écoutes téléphoniques. Mais elle a coûté la vie à neuf policiers et à dix « terroristes » supposés, laissant craindre de nouvelles violences intercommunautaires. « *Le gouvernement a essayé d'utiliser cet incident pour attiser la haine entre les Macédoniens et les Albanais et détourner la colère de la population, qui exige du travail et moins de corruption, explique M. Avdi Avdiu, un des membres les plus influents de la communauté de fidèles de la mosquée de Kumanovo. Mais cette fois, chose très rare dans les Balkans, personne n'est entré dans ce jeu malsain. Toutes les communautés sont descendues ensemble dans la rue pour affirmer*

leur unité. » Longtemps assommée par la crise économique et par l'absence de réel débat politique, la société — et notamment la jeunesse estudiantine, engagée dès l'automne 2014 dans une forte contestation des projets de réforme de l'université — semble décidée à demander des comptes à ses gouvernants.

Alors que plus d'un million de réfugiés ont emprunté au cours de l'année 2015 la « route des Balkans » traversant la Macédoine pour rejoindre l'Union européenne (7), un formidable mouvement de solidarité dépassant les barrières confessionnelles ou communautaires est né dans le pays. Des centres de collecte de vêtements et de nourriture ont été ouverts ; des brigades de volontaires « mixtes » se relaient depuis des mois dans les centres de transit de Tabanovce et de Gevgelija. « *Nous avons vu tellement de misère que plus personne ne se demande qui est macédonien, qui est*

albanais. Tous les coups de main sont les bienvenus », lance Mme Aleksandra Davidovska, qui, depuis plus d'un an, coordonne l'aide dans le nord du pays. « *A l'origine, les citoyens se sont mobilisés parce que le gouvernement ne faisait rien. Les gens ont pris conscience qu'ils pouvaient agir collectivement.* » La mobilisation de la société macédonienne s'appuie sur une jeunesse qui n'a connu que les sombres années de la transition économique et dont l'avenir se résume au choix entre la misère ou le départ à l'étranger. Reste à voir si elle durera suffisamment pour permettre l'émergence de forces politiques capables de bousculer l'establishment qui contrôle le pays depuis plus de deux décennies. Quitte à remettre en cause le sacro-saint mantra européen de la « stabilité ».

Jean-Arnault Dérens & Laurent Geslin

Journalistes au site Le
Courrier des Balkans.

- (1) Lire « Recensement hautement périlleux dans les Balkans », *Le Monde diplomatique*, août 2013.

- (2) « Emigration : la catastrophe démographique qui menace la Macédoine », *Le Courrier des Balkans*, 26 octobre 2015.

- (3) Lire Nicolas Autheman, « “Nous sommes les descendants d’Alexandre le Grand” », *Le Monde diplomatique*, mai 2010.

- (4) Lire « Les Balkans, nouvelle ligne de front entre la Russie et l’Occident » et « La Macédoine au cœur des manœuvres », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015.

- (5) Le groupe de Visegrád est l’alliance informelle de quatre pays d’Europe centrale : Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie. Au moment de sa création, en 1991, il avait pour objectif de mettre en place des coopérations transnationales et d’accélérer le processus d’intégration européenne.

- (6) « Fermeture de la chaîne de télévision A1 et de trois quotidiens, un été dévastateur pour les

médias », Reporters sans frontières, Paris, 17 août 2011.

(7) Lire « Réfugiés, l'Europe tire le rideau », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.